

Crise financière : contre la circulation des capitaux

Jean-Marie Harribey

Rouge, n° 2247, 10 avril 2008

Propos recueillis par Stéphanie Treillet

Lancée fin mars par plusieurs économistes européens, dont des militants d'Attac, la pétition « Spéculation et crises : ça suffit ! »¹ a déjà rassemblé plus de 18 000 signatures. Nous avons demandé à Jean-Marie Harribey, économiste et co-président d'Attac France de nous présenter cette campagne.

Qu'elle est la démarche qui a abouti à cette pétition ?

A l'origine de cette pétition, il y a eu le contact que Frédéric Lordon et moi avons noué avec une cinquantaine d'économistes européens pour prendre une initiative capable d'alerter l'opinion publique sur la gravité de la crise financière et sur l'urgence à mettre un terme à la débauche de spéculation et à la frénésie de profits de la part d'un capitalisme financier dans lequel l'arrogance des détenteurs de capital est proportionnelle à l'aggravation des inégalités dans le monde entier.

En effet, la crise n'est pas due à un manque de « transparence des marchés financiers » ou à une défaillance des « procédures de sécurisation » des transactions, ou encore à un défaut de « moralité ». Elle est l'aboutissement de l'évolution du capitalisme vers sa logique la plus pure et en même temps la plus sauvage : rendre de la valeur aux actionnaires, finalité suprême de la libéralisation du mouvement des capitaux, de la déréglementation, de la prolifération des produits financiers, de la titrisation et de la dépolitisation des banques centrales pour qu'elles servent mieux les marchés financiers. Une logique insoutenable parce qu'elle se nourrit d'un renforcement de l'exploitation de la force de travail : salaires déconnectés de la productivité du travail, protection sociale et droit du travail amoindris, avec au bout du compte un asservissement des sociétés à la finance, du Nord au Sud de la planète.

Que revendique-t-elle précisément ?

La revendication immédiate est très simple : puisque le nœud de la financiarisation est la totale liberté accordée aux capitaux de circuler et que tous les traités européens interdisent d'y mettre le moindre obstacle, il est temps d'exiger l'abrogation des articles précis codifiant cette « interdiction d'interdire » et la « liberté d'établissement » qui donne la possibilité au capital de s'installer là où les conditions lui sont le plus favorables.

Fondamentalement, il s'agit de saisir l'occasion de cette crise financière pour montrer la nécessité impérieuse d'établir un contrôle public sur le système bancaire, et en premier lieu sur les banques centrales, pour les mettre au service de l'activité utile et de l'emploi. C'est une condition nécessaire à un partage plus favorable des revenus en faveur du travail après trois décennies de politiques néolibérales.

¹ <http://www.stop-finance.org>

S'inscrit-elle dans les campagnes de refus d'une Europe libérale et est-elle en continuité avec la revendication de taxe Tobin qui a été à l'origine d'Attac ?

Le point commun avec la taxe Tobin est que nous devons nous attaquer à la circulation des capitaux. Mais la démarche d'ensemble, ici européenne mais dont la vocation est de s'étendre au monde, dépasse l'objectif de simple régulation des marchés. Au-delà, l'enjeu est de remettre en cause la marchandisation généralisée des activités humaines et des biens communs, dont la finalité est l'accumulation de richesses entre les mains d'une classe minoritaire qui s'arroge le droit de décider du sort de l'humanité et de la planète en prétendant que la rentabilité financière est le bon guide pour parvenir au bien-être général.